



CTSD - Mardi 14 avril - Carte scolaire

Déclaration liminaire

Monsieur le directeur académique,

Le président de la République a annoncé la prolongation du confinement jusqu'au 11 mai et une réouverture progressive à cette date pour les écoles, les collèges et les lycées.

Pour l'UNSA Éducation, cette reprise doit être sécurisée, préparée et précisée. Il est essentiel de ne pas se précipiter et de s'assurer d'une organisation qui garantisse la sécurité sanitaire des personnels et des élèves en prenant toutes les mesures nécessaires. Cette sécurité sanitaire est la priorité. Il faut établir un protocole de reprise qui devra être discuté avec les représentants des personnels.

Par ailleurs, avant toute reprise, il sera indispensable d'accorder du temps aux équipes afin de se retrouver et d'avoir le temps de préparer l'accueil des élèves. En effet, il faudra tenir compte des conséquences de la pandémie sur le moral des collègues et des équipes. Elles et ils sont par ailleurs mobilisé-es depuis 4 semaines pour assurer les continuités administratives, pédagogiques, éducatives ou encore dans l'accueil d'enfants de soignant-es et même directement dans la lutte contre la maladie pour les personnels volontaires de santé scolaire.

Les équipes devront aussi travailler à l'accueil des élèves qui, eux aussi, auront vécu ce moment difficile. Le lien avec les familles sera important. Le moment de cette reprise ne pourra pas être comme un simple retour en classe après une période de vacances.

Retrouver une période scolaire avant les vacances d'été peut-être une chance à condition de le faire sans précipitation et dans de bonnes conditions. Ce temps devra être alors mis à profit pour retrouver un lien éducatif, pour renouer avec les élèves qui se seront le plus éloignés de l'École pendant cette période, pour reprendre contact avec les apprentissages.

Mais la priorité reste et doit rester la sécurité sanitaire de la population dans son ensemble. Pour l'UNSA Éducation une reprise ne sera possible que si toutes les conditions de sécurité sont réunies. Avec l'ensemble de ses syndicats, l'UNSA Éducation sera force de proposition pour obtenir des garanties et construire les conditions d'une reprise sereine.

Aujourd'hui réunis pour la carte scolaire, L'UNSA-Éducation est inquiète. Inquiète car le groupe de travail de vendredi n'a fait que confirmer nos craintes et même les annonces sont allées au-delà de ce que nous avons imaginé de pire ! Rendre 18 postes... C'est mathématiquement possible quand on s'en tient aux chiffres et rien qu'aux chiffres. On justifie les mesures par le P/E mais jamais cet indicateur ne prend en compte les spécificités des territoires. Il va de soi qu'un territoire rural comme le nôtre aura un P/E plus élevé qu'un territoire urbain. C'est ainsi. Et est-ce grave ? Les indicateurs statistiques ne suffisent pas pour prendre la pleine mesure des territoires. Les comparaisons entre les

départements de l'Académie nous amènent à exiger une pure égalité par les chiffres ! Ce n'est pas comme ça que nous arriverons à une équité territoriale.

L'UNSA-Éducation s'interroge sur le libre choix donné aux maires des communes de moins de 5000 habitants à accepter ou non la proposition de fermeture de classe. Jusqu'alors c'est l'Éducation Nationale qui établissait la carte scolaire en concertation avec les partenaires. Cette année ce sont les maires ! Nous ne comprenons pas cette situation. C'est bien à l'Éducation Nationale, éclairée par la connaissance du terrain des représentants syndicaux, de prendre les bonnes décisions et ainsi garantir l'objectivité des choix. En effet, nous aurons demain des communes dont les écoles auront en moyenne moins de 15 élèves par classes et d'autres où cette moyenne dépassera les 27. La solidarité tant mise en valeur ces derniers jours prend un coup de plomb dans les ailes ! Et nous constatons, sans surprises, que chacun tire la couverture à soi. Seuls deux Maires s'en tiennent à la décision de l'Éducation Nationale... Il reste donc 16 postes à trouver !

Alors, c'est sans surprise :

- Les écoles de villes n'auront pas la même chance que leurs homologues de la campagne. Les fermetures seront sèches ! Les maires resteront muets. Et que ferons-nous de l'inclusion scolaire dans ces écoles qui accueillent une ULIS alors qu'ils ne sont toujours pas comptabilisés dans les effectifs des écoles comme le prévoit la Loi ?
- Les dispositifs vont trinquer ! 20 postes de PDMQDC nous annonce-t-on sur l'autel de la carte scolaire. C'est une saignée...
- Les directeurs qui avaient des décharges dérogatoires reprendront leur travail administratif sur leur temps personnel. Alors que la crise sanitaire à prouver une fois de plus, ô combien, les directrices et directeurs d'école étaient essentiels... balayé d'un revers de manche ! Et puis, où sont les bonnes intentions ministérielles de ce début d'année suite au suicide de notre collègue ? Peu importe tout cela : 5 postes récupérés. Mais peut-être aurons-nous la chance comme la Vienne de voir un poste de Conseiller de vie scolaire se créer pour venir en aide aux directeurs dans leur quotidien ?
- Le remplacement était une priorité dans notre département ; il était en grande souffrance il y a de cela encore 5 ou 6 ans. Nous avons constaté jusqu'à plus de 1000 journées non remplacées certaines années : les compteurs s'affolaient et des créations de postes étaient venues contrer le problème. La situation était redevenue sereine. Trop peut-être : moins 13 postes ! Attention, les collègues directeurs sans décharge ne pourront plus palier aux carences de remplacement dans leurs écoles...

Nous ne sommes pas dupes de ces choix politiques ! Fermer des classes, ça se voit. Supprimer un poste de PDMQDC, réduire le temps de décharge des directeurs, retirer un remplaçant, c'est indolore pour une grande majorité des parents et surtout pour des maires qui sont hautement responsables de la préfiguration déraisonnable de cette carte scolaire. Nos gouvernants qui en appellent à la solidarité nationale en cette période de crise que nous vivons, qui sur-sollicitent les collègues pour une mise en place d'une continuité pédagogique dont on atteint les limites, jouent d'une hypocrisie la plus totale envers l'école et ses acteurs que sont les enseignants, les élèves et leurs parents. Jusqu'où la tromperie va-t-elle s'exprimer ? L'UNSA-Éducation ne se retrouve pas dans ces choix et attend des signes positifs lors de cette instance, sans quoi nous nous opposerons à cette carte scolaire.